

(N° 2932

= Mariage =

Sardesant 1. Jean Bayle, notaire à la résidence de Besançon, canton de Bourg de Sèze, Prêtre, résidant en prison de Kerming, Ont complété.

M. Bodin, Eli. Ferdinand, cultivateur demeurant au domicile à Lœvel, fils majeur et légitime de M. Bodin Joseph, acadi, et de Mad. Bodin, Victoire, ménager, demeurant à domicile à Lœvel.

agissant pour lui et en son nom, du consentement de sa mère ici présente.

Mad. Franjean, Emma Maria Lœvel, sans profession, fille majeure et légitime de M. Franjean, Pierre Eli, propriétaire cultivateur, demeurant à Lœvel et de Mad. Franjean, Marie Thérèse, son épouse, demeurant tous les trois à Lœvel.

agissant pour elle et en son nom, du consentement de son père et mère ici présents,

lesquels, en vue du mariage projeté entre eux, en ont, par les présentes, réglé et arrêté les conventions ci-dessous.

art 1^{er} les futurs époux s'engagent à adapter pour base de leur union, le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, de conformer aux articles 1498 et 1499 du code civil.

art 2 le futur époux s'engage à administrer la biens présents et à venir de la future épouse, mais il ne pourra retirer les sommes tant mobilières qu'immobilières lui revenant qu'avec son consentement formel.

art 3 la future épouse, à la dissolution du mariage, en renonçant à la communauté, reprendra son apport présent et futur, franc et quitte de toutes dettes et charges de la communauté.

art 4 la future épouse déclare apporter au mariage :

1^o son trousseau comprenant le linge et effets d'habillement à son usage personnel, du linge de lit, comprenant notamment 2 draps de lit, le tout qu'elle estime à son prix de vente plus amples valeurs et qu'elle en a fait faire l'évaluation à deux cents francs, v. 200.

2^o le montant de la donation qui va lui être faite et après par son père.

Ces apports passeront au pouvoir des futurs époux le jour de la célébration civile du présent mariage, laquelle en vaudra reconnaissance.

art 5 malgré l'évaluation ci-dessus donnée à son trousseau, la future épouse se réserve pour elle et pour les siens le choix, à la dissolution du mariage, soit de le reprendre en nature tel qu'il existera alors, soit de réclamer le montant de cette évaluation.

art 6 le futur époux déclare apporter au mariage :

1^o les objets composant son mobilier que les parties, par une procuration écrite en son nom, s'engagent à reprendre à la dissolution du mariage, et qui pour l'instant

2^o la somme inscrite ci-dessus au N° Bodin, Lœvel.



12-X-1902

procès-verbal de mariage

N° 1

E B

G. E. B.

C. J. B.

L'ensemble de ces deux mandements est de 178
 pour donation adu future
 10.1
 7.10
 16.60
 13.10
 3.28
 16.60
 13.10
 3.28
 16.60
 13.10
 3.28

nos pères, de divers bestiaux, arables et champs d'agriculture; que
 les parties n'ont pas voulu détailler; la dite Société a été établie
 par elles mille francs. 1000
 Si la somme de quinze cents francs que la pa-
 reille lui en copier, provenant de ses économies. 1500
 total neuf millions; deux mille cinq cents francs. 2500
 art 4. En considération de ce mariage, M. Grangion
 (Pierre Elie), son gendre et domestique, a par ses présentes, fait
 faire donation entre vifs et à valoir en son vivant à son
 à Paris Grangion, Emma Marie Chavon, sa fille future, qui accepta
 avec reconnaissance d'un somme de cinq cents francs, qui
 sera payée au futur époux le jour de la célébration civile
 du présent mariage; laquelle entendra bien de quittance
 et de reconnaissance.

art 5. Pour preuve de leur attachement, les futurs
 époux déclarent se faire mutuellement donation par
 mariage au moment d'eux. ce qui est accepté
 réciproquement, de l'usufruit et jouissance de tous les biens qu'ils
 auront pendant la vie de l'un d'eux, pour le moment
 de leur décès, se sera devant, de la dite de l'un d'eux
 de l'autre, si à la dissolution du mariage l'écrit des
 enfants au descendant en cas de la présente union, cette
 donation sera réduite de moitié
 ainsi convenu, déclaré et accepté.

Dont acte:
 Fait ce jour à Bourg de France, en la demeure desdits fiancés
 au dit hôtel, rue des Capucins.
 Le douze décembre mil neuf cent deux
 En présence de M. Chalucis (Joseph) et Bonnardel (Jules),
 deux propriétaires-collaborateurs, demeurant à Paris.
 Lesquels ont été requis.

Et après lecture faite, les futurs époux, le père de la future
 épouse, les témoins et M. Bayle, notaire, ont signé.
 Les mères des futurs époux n'ont pas signé pour ne
 le faire pas, ainsi qu'elles l'ont chacun déclaré, de ce
 séparément requis par M. Bayle, le tout en la présente salle
 et continue des témoins.

avant de dire, lecture a été donnée aux parties des articles
 1891 et 1894 et delivrance a été faite au futur époux des certificats
 prescrites par l'indication de le remettre à l'officier de l'état civil
 avant la célébration du mariage.

Marie Grangion Elo Bodin
 Grangion Elie
 Bonnardel Jules Chalucis
 Bayle notaire
 Jules Bousquet

La nature de trois
 mille un, est approuvée
 M. G
 E. B
 G. E. J. B
 J. B. M.

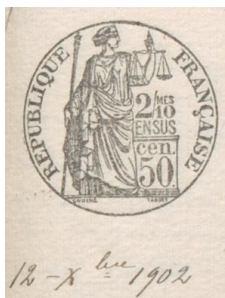
Retranscription du contrat de mariage entre Élie Bodin et Marie Greangon

Contrat établi le 12 décembre 1902, soit 15 jours avant leur mariage, le 27 décembre 1902.

Élie avait 30 ans et Marie avait 24 ans.

La pagination, les paragraphes, les abréviations et les orthographes des noms ont été retranscrits à l'identique du document d'origine.

Certains mots n'ont pas pu être identifiés. Leurs emplacements sont notés en rouge dans le document ci-dessous.



N° 2972

Mariage

Le 12 décembre 1902

Par devant M. Jean Bayle notaire à la résidence de Bésayes canton de Bourg-de-Péage, Drôme, soussigné en présence de témoins
ont comparus

M. Bodin Élie Ferdinand, cultivateur demeurant au domicile à Léoncel, fils majeur et légitime de M. Bodin Joseph, décédé, et de Mad. Bodin Victorine, ménagère, demeurant et domiciliée à Léoncel

agissant pour lui et en son nom, du consentement de sa mère ici présente.

Madelle Granjon, Emma-Marie-Louise, sans profession, fille majeure et légitime de M. Granjon Pierre Élie, propriétaire cultivateur et de Mad. Brocard Marie-Mélanie, son épouse, demeurant tous les trois à Léoncel.

agissant pour elle et en son nom, du consentement de ses père et mère ici présents,

Lesquels, en vue du mariage projeté entre eux en ont par les présentes, réglé et arrêté les conventions civiles comme suit :

Art 1 Les futurs époux déclarent adopter pour base de leur union le régime de la communauté de bien réduite aux acquêts, de conformité aux articles 1498 et 1499 du code civil.

Art 2 Le futur gèrera et administrera les biens présents et à venir de la future épouse mais il ne pourra retirer les sommes tant mobilières qu'immobilières lui revenant qu'avec son consentement formel.

Art 3 La future épouse pourra, à la dissolution du mariage, en renonçant à la communauté, reprendre son apport présent et à venir, franc et quitte de toutes dettes et charges de la communauté.

Art 4 La future épouse déclare apporter en mariage :

1° Son trousseau comprenant les linges et effets d'habillements à son usage personnel, du linge de lit, comprenant notamment six draps de lit, le tout que les parties n'ont pas voulu plus amplement détailler et qu'elles ont amiablement évalués à deux cents francs, 200

2° Le montant de la donation que va lui être faite ci-après par son père.

Ces apports passeront au pouvoir des futurs époux le jour de la célébration civile du présent mariage, laquelle en vaudra reconnaissance.

Art 5 Malgré l'évaluation ci-dessus donnée à son trousseau, la future épouse se réserve pour elle et pour les siens le choix, à la dissolution du mariage, soit de le reprendre en matière tel qu'il existera alors, soit de réclamer le montant de cette évaluation

Art 6 Le futur époux déclare apporter au mariage

1° Les objets composant son vestiaire que les parties n'ont pas voulu décrire ni estimer, dont il opérera la reprise en nature à la dissolution du mariage et que (*mot n°1 non identifié*)

2° La moitié indivise avec Mr Bodin Sylvain

son frère, de divers bestiaux, outils et cheptel d'agriculture, que les parties n'ont pas voulu détailler ; ladite moitié estimée par elle à mille francs

3° la somme de quinze cents francs qu'il a par (mot n°2 non identifié) lui en espèces, provenant de ses économies.

Total sauf (mot n°3 non identifié) : deux mille cinq cents francs.

Art 7 En considération de ce mariage, M. Granjon Pierre Élie, sus qualifié et domicilié, a par ces présentes déclaré faire donation entre-vifs et à valoir en avancement (mot n°4 non identifié) à Madelle Granjon, Emma, Marie-Louise, sa fille fiancée qui accepte avec reconnaissance d'une somme de cinq cents francs qui sera payée au futur époux le jour de la célébration civile du présent mariage ; laquelle en tiendra lieu de quittance et de reconnaissance.

Art 8 Pour preuve de leur attachement, les futurs époux déclarent se faire mutuellement donateurs par le (mot n°5 non identifié) au survivant d'eux, ce qui est accepté réciproquement, de l'usufruit et jouissance de tous les biens que (mot n°6 non identifié) la succession du (mot n°7 non identifié) pour le survivant (mot n°8 non identifié) cet usufruit sa vie durant, dès le décès du (mot n°9 non identifié) Toutefois, si à la dissolution du mariage il existe des enfants aux descendants issus de la présente union, cette donation sera réduite de moitié.

Ainsi convenu, déclaré et accepté

Dont acte :

Fait et passé à Bourg-de-Péage...

Le douze décembre mil neuf cent deux

En présence de Mess. Chalain Joseph et Bonnardel Jules tous deux propriétaires cultivateurs, demeurant à Marches...

Et après lecture faite, les futurs époux, le père de la future épouse, les témoins et Mr Bayle, notaire, ont signé.

Les mères des futurs époux n'ont pas signé pour ne le savoir faire, ainsi qu'elles l'ont chacune déclarées, de ce séparément requises par Mr Bayle, le tout en la présence réelle et continue des témoins.

Avant de clore, lecture a été donnée aux parties des articles 1391 et 1394 et délivrance a été faite aux futurs époux du certificat prescrit aux indications de le remettre à l'officier de l'état civil avant la célébration du mariage.

avant la célébration du mariage

Marie Granjon Élie Bodin

Granjon Élie

Bonnardel Jules Chalain

Bayle notaire Jules Bousset

Textes non identifiés :

Mot n°1 non identifié

à la dissolution du mariage, et que pour + Heineke
la suite indiquer avec un Bocher Lelvan
pour + Heineke

Mot n°2 non identifié

J'ai la somme de quinze cents francs que j'ai par
deven lui en espèces, provenant de ses économies.
deven lui

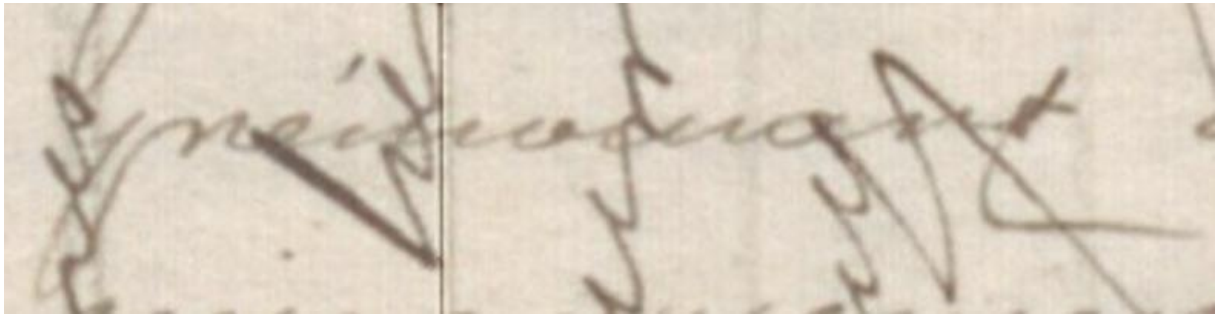
Mot n°3 non identifié

État neuf menues : deux mille cinq cents francs.
neuf menues

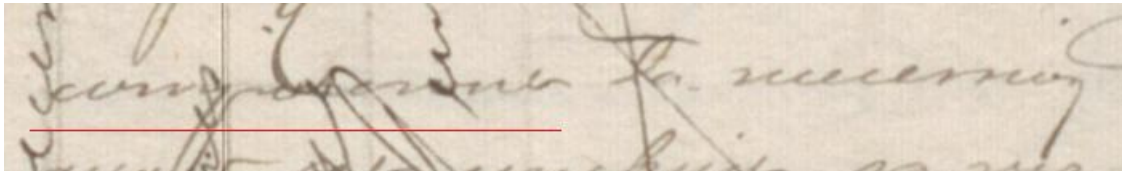
Mot n°4 non identifié

ou avancement à l'hor
à l'hor

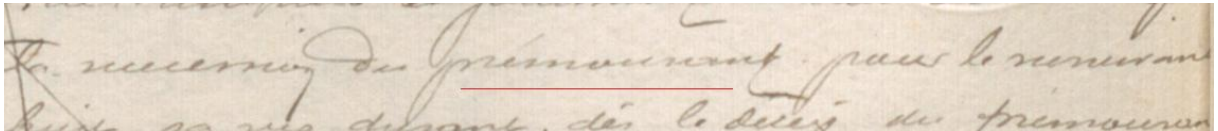
Mot n°5 non identifié



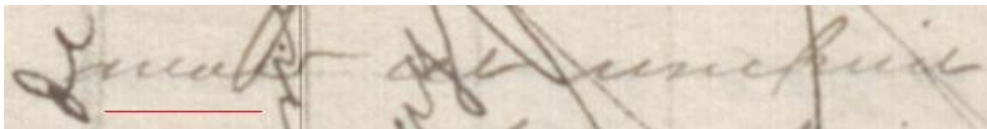
Mot n°6 non identifié



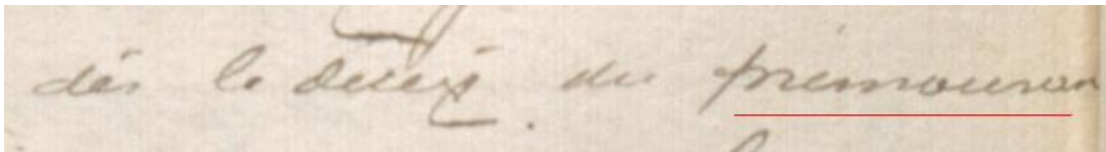
Mot n°7 non identifié



Mot n°8 non identifié



Mot n°9 non identifié



Commentaires :

En 1900, le salaire d'un ouvrier agricole était d'environ 80 francs par mois et d'un instituteur environ 100 francs par mois.

Les apports peuvent ainsi être convertis en équivalent mois de salaire :

- ✓ Trousseau Marie : 200 francs = 2 mois ½ de salaire
- ✓ La donation du père de Marie : 500 francs = 6 mois de salaire
- ✓ La part d'Élie dans la ferme : 1.000 francs = 1 an de salaire
(l'autre moitié étant à son frère Sylvain)
- ✓ L'argent liquide d'Élie : 1.500 francs = 1 an ½ de salaire

En équivalent € 2025, en estimant le revenu d'un agriculteur à 1.500€ par mois, 1 an de salaire représente 18.000€.

Le montant de la ferme serait ainsi de $2 \times 1 \text{ an} \times 18.000 = 36.000\text{€}$

Les économies d'Élie, à 30 ans, représenteraient $1 \text{ an } \frac{1}{2} \times 18.000 = 27.000\text{€}$.

